

Point de vue. 2 M, 10 juillet 2022.

Pouvoir d'achat et ambiguïté de l'inflation.

Le Maroc, comme l'ensemble des pays du monde, subit une augmentation préjudiciable du prix des biens et des produits qui déterminent l'essentiel du pouvoir d'achat des populations.

L'inflation est un phénomène normal en économie, elle pose problème dans certaines situations; c'est le cas en 2022.

Elle pose problème quand elle est importée, qu'elle est brutale, qu'elle est déconnectée des revenus et qu'elle n'est pas amortie par des politiques monétaires flexibles, des mesures budgétaires adaptées et des filets de sécurité adéquats.

Les cycles économiques marqués par les consommations des biens et services, et leur demande, par leur production et leur offre, par les investissements, par l'épargne, par les crédits aux entreprises, par leur encadrement par les mesures monétaires dont le taux directeur de la Banque centrale, se caractérisent par des doses d'inflation et de déflation. La question n'est pas tant leur existence en soi que celle des capacités de résistance et de riposte de l'économie et de ses agents.

L'augmentation brutale et démesurée des prix détériore le pouvoir d'achat des populations et porte atteinte à leur bien-être et à leur moral.

Les données officielles disponibles au Maroc pour les trois trimestres de 2022 relatent ce fait et expriment nettement cette détérioration des capacités financières des ménages.

Plus que la crise du Corona virus et ses conséquences économiques, sociales et financières et plus que la sécheresse, c'est le renchérissement des produits de consommation de base, des prix de l'essence et du gazole et des transports de marchandises et de voyageurs, qui a provoqué ce malaise ambiant, encore plus perceptible notamment avec l'arrivée des vacances et des fêtes de l'Aïd.

La croissance économique qui ne cesse de diminuer ne va pas dépasser 1,7% en 2022.

Les effets conjugués de la sécheresse, de la baisse de la valeur ajoutée agricole, de la baisse de la demande internationale qui détermine les exportations et qui n'a augmenté que de 4,2% pendant le premier trimestre de 2022,

comparativement à 7,3% pour le premier trimestre de 2021, ont accentué l'effet boomerang de l'accélération de l'augmentation des prix de l'énergie. Au prix de 16,5 dh le litre de gasoil, l'approvisionnement de la majorité des ménages en biens de consommation constitue un réel problème. Les transports de marchandises se font en majorité par camions, les livraisons en marchandise par voie ferrée ou feroutage demeurent relativement faibles au Maroc.

Le taux d'inflation dépasse les 5% et l'augmentation des prix des produits et des biens alimentaires est de 10%.

L'invasion de l'Ukraine a enflammé les prix des matières premières et des produits énergétiques au niveau mondial et fait augmenter les prix des produits manufacturés de 2,5%. L'inflation et la hausse des prix n'ont jamais été aussi élevées depuis 2008 avec la crise mondiale des « subprimes » et des bulles financières.

La libéralisation des prix des produits énergétiques, décidée au Maroc en 2013, a totalement déstructuré la filière énergétique. Pour réduire la pression sur les finances publiques à travers la Caisse de compensation, l'Etat s'est désengagé en totalité. La spéculation détermine les prix et les marges bénéficiaires non contrôlés, plaçant ainsi le consommateur à la merci des fluctuations mondiales des prix des produits raffinés. Avec un prix de 110 et 100 dollars le baril de pétrole brut sur les bourses internationales, les consommateurs sont soumis à des fluctuations que leurs revenus ne peuvent pas supporter. Pour ne rien arranger, l'euro décroche par rapport au dollar et répercute les fluctuations des parités sur le dirham.

Le spectre des montants importants de la Caisse de compensation et des déficits du budget de l'Etat, constituent un traumatisme au Maroc. On est passé d'un soutien total à un désengagement total avec la faillite inexplicable et obscure de la raffinerie la Samir (Société anonyme marocaine de l'industrie du raffinage des produits pétroliers)!

Le moral des ménages est au plus bas : 75,6 % des objets de l'enquête de conjoncture du Haut-commissariat au plan (HCP) en mai 2022, déclarent avoir subi une dégradation de leur niveau de vie, la pauvreté ressentie (subjective) a augmenté et le moral des ménages est au plus bas (indice de confiance des ménages).

Ce n'est pas tant le taux de l'inflation qui pose problème que la structure sociale de l'économie : un marché désarticulé, une économie mal administrée,

des rentes qui faussent les règles élémentaires de la concurrence, des filets de sécurité qui ne sont pas encore suffisamment structurés malgré les efforts louables de la dernière décennie, des activités informelles pléthoriques qui, certes, procurent des revenus mais prolongent la précarité et favorisent les économies de la survie.

On dit que l'économie est à la fois la science et la politique du bien-être mais quand la précarité dicte les lois des marchés de travail, de la demande et de l'offre, le problème n'est pas dans l'inflation : il est dans la politique tout court.

Driss KHROUZ.